

Repères

Septembre 2014

CAMPUS
FRANCE
campusfrance.org



Les universités argentines

Sébastien Velut

Professeur à l'Université Sorbonne nouvelle - Paris 3 Université Sorbonne Paris Cité.
Directeur de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL).
Directeur du Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine.

Le système universitaire se distingue en Amérique latine par sa capacité à combiner la qualité de la recherche, l'exigence scientifique et l'ouverture au plus grand nombre. Sur le plan de la recherche scientifique, on peut souligner, plus que l'attribution déjà ancienne du prix Nobel à des savants argentins, la participation active des équipes argentines à des programmes de recherche internationaux. L'Argentine est le second pays latino-américain après le Brésil, et à égalité avec le Mexique, pour la participation à des projets des sixième et septième Programmes-cadre. D'autre part, depuis la transition démocratique des années 1980, le nombre d'étudiants a régulièrement augmenté. Avec environ 1 800 000 étudiants en 2011* répartis entre les secteurs public et privé, l'Argentine affiche un taux élevé de participation à l'enseignement supérieur grâce notamment à la gratuité totale du premier cycle (dit *grado*) et à l'ouverture d'universités nouvelles qui ont facilité l'accès à l'éducation. À titre de comparaison, avec une population 5 fois plus nombreuse que celle de l'Argentine, le Brésil a seulement 2,5 fois plus d'étudiants. L'Argentine a donc déjà dépassé l'étape de la massification de l'accès à l'éducation supérieure même s'il existe encore une marge de progression à laquelle s'efforce de

répondre les dernières universités créées. Un de ses objectifs aujourd'hui est de garantir la qualité de l'éducation et l'efficacité des formations.

L'université en débat

L'histoire de l'université en Argentine est étroitement imbriquée avec son histoire qui fut, au XX^e siècle, marquée par l'instabilité politique, les périodes de gouvernement autoritaire et des crises économiques. La période actuelle constitue un moment exceptionnel sur le plan des institutions, puisque l'Argentine vit depuis 1983 la plus longue période démocratique de son histoire. Sur le plan économique, après la très grave crise de 2001-2002, l'Argentine a connu un redressement exceptionnel qui montre actuellement des signes de fragilité. Ce contexte a permis l'expansion et la consolidation du système universitaire à la fois grâce au soutien financier de l'État mais aussi dans une perspective de démocratisation qui va au delà de l'accès aux études et concerne le rôle de l'université dans la société.

La conception actuelle de l'université publique et les débats autour de la question universitaire ne peuvent se comprendre qu'en référence à certains moments clés d'expression des conflits

La collection Repères de Campus France a pour objet de donner la parole aux « penseurs de la mobilité » en France et dans le monde.

* Les chiffres cités dans cette publication proviennent de la publication officielle : *Anuario de estadísticas universitarias 2011. Ministerio de Educación de la Nación.*

et des projets relatifs à la place de l'université dans la société et au rôle de l'enseignement supérieur.

L'Argentine partage avec la France l'idée que l'enseignement supérieur n'est pas seulement le lieu de préparation des jeunes à l'entrée sur le marché de travail mais qu'il joue un rôle plus large de formation, de débat et de réflexion critique pour l'ensemble de la société. Cette conception est notamment apparue lors de certaines périodes de reconfiguration du système universitaire national. Comme ailleurs en Amérique latine, ce n'est qu'à partir de l'indépendance que s'est imposée la question du rôle de l'enseignement supérieur dans la construction de l'État et de la Nation avec une double mission de formation des élites et de connaissance scientifique du territoire et de ses ressources. Les débats sur l'organisation politique de la société, s'intensifient au début du XX^e siècle, et trouvent très vite un écho dans le milieu universitaire où se pose la question de la démocratisation.

Un premier moment fort se déroule en 1918, lorsque les étudiants de la ville de Córdoba réclament une réforme universitaire. Leur manifeste, adressé à l'ensemble de la jeunesse latino-américaine, critique sévèrement une université sclérosée et médiocre, tout juste apte à reproduire les élites conservatrices. Ils réclament autonomie et pluralisme, et font de la gestion universitaire et de la participation des étudiants aux conseils, une question politique centrale. Cette discussion installe le principe de l'autonomie universitaire par rapport aux pouvoirs politiques et met en avant la question de la participation de l'ensemble de la communauté universitaire dans les processus de décision. Elle fait aussi de l'université un lieu de débat et d'apprentissage politique. Encore aujourd'hui, la question des élections universitaires, particulièrement dans les grandes institutions, fait l'objet d'un fort investissement politique.

Dans les années 1940, l'Argentine connaît une période d'expansion économique et démographique qui va de pair avec l'augmentation du nombre des étudiants. Sous le gouvernement de Juan Domingo Perón est posé le principe de la gratuité des études qui facilite l'accès à l'université du plus grand nombre et notamment des classes populaires. Une université ouvrière est fondée pour former des techniciens : elle deviendra ensuite l'université technologique nationale. Mais

parallèlement les professeurs opposants au régime sont écartés de leurs chaires (Bernardo Houssay, par exemple, est mis à la retraite anticipée). De 1955 à 1966, une période d'ouverture et de consolidation des universités publiques coïncide avec les régimes politiques « développementistes ».

À partir du milieu des années 1950, l'État investit fortement dans le développement des universités. En 1958 est créé le CONICET (Conseil national de recherches scientifiques et technologiques), sur le modèle du CNRS, pour structurer et renforcer les recherches. Toutefois, dans un contexte de guerre froide, les tensions politiques qui s'installent dans toute l'Amérique latine finissent par conduire le gouvernement autoritaire du général Juan Carlos Onganía à vouloir mettre au pas les universités.

En 1966, de violentes interventions des forces de police, connues sous le nom de « la nuit des longs bâtons », viennent déloger les recteurs qui refusaient de se soumettre. C'est une préfiguration de ce que sera la répression sous la dictature militaire (1976-1983) qui amplifie les violences d'État. Celles-ci ont particulièrement visé enseignants et étudiants suspects de sympathie pour le communisme, et conduit nombre d'entre eux à l'exil ou à la « disparition » c'est à dire à l'enlèvement, la séquestration arbitraire, la torture et la mort. Des disciplines jugées subversives, comme la sociologie ou la psychologie, font l'objet d'une surveillance accrue et certains cours sont suspendus. La mise en place d'un quota à l'entrée et de droits d'inscription limitent autoritairement le nombre d'étudiants : pour la première fois, le nombre d'étudiants diminue.

Avec le retour à la démocratie, l'État argentin souhaite rouvrir l'université au plus grand nombre, en s'appuyant sur des principes d'admission sans restriction des étudiants ayant terminé leurs études dans le secondaire, sur la suppression des droits pour tout le premier cycle et l'autonomie de décision des universités. La loi qui régit aujourd'hui l'enseignement supérieur (loi 24 521 votée en 1993) affirme notamment que l'État est responsable de l'enseignement supérieur et qu'il doit garantir la gratuité des études et l'accès pour tous, même si dans les années 1990 la politique universitaire fait des universités publiques des parents pauvres du système. C'est entre 1989 et 1995 que se créent de nombreuses universités privées. La montée des effectifs, facilitée

notamment par l'ouverture de nouvelles universités dans les régions et dans la banlieue de Buenos Aires, se produit dans les années 1980 et 1990. Il y avait en 2001, 1 400 000 étudiants inscrits dans les universités, contre 1 800 000 dix ans plus tard. S'il subsiste des marges de progression, celles-ci sont plus qualitatives que quantitatives : il s'agit en particulier de l'accès à l'université aux étudiants venant des quartiers défavorisés, des régions isolées et dont les parents n'avaient pas été à l'université.

La crise économique de 2001-2002 a peu affecté le nombre d'inscriptions. Elle a perturbé le financement de l'État et des universités mais la rapide reprise économique a permis d'augmenter ensuite rapidement les budgets consacrés à l'enseignement supérieur qui atteignent, en 2011, 0,92 % du PIB. Avec les gouvernements successifs de Nestor Kirchner (2003-2007), puis de son épouse Cristina Fernandez de Kirchner élue pour un second mandat présidentiel en 2011, l'engagement de l'État dans l'enseignement supérieur et la recherche est réaffirmé en opposition aux tendances libérales des gouvernements précédents. Elle fait partie d'une volonté de reconstruire l'État, passant par l'augmentation des budgets, la revalorisation des rémunérations et la mise en place de programmes spécifiques pour améliorer la qualité de l'offre universitaire.

L'organisation du système universitaire national

Le système universitaire argentin est principalement public et national. Il comporte à peu près autant d'institutions publiques (48) que d'institutions privées (46), mais les premières accueillent 1 440 000 étudiants alors que les secondes n'en reçoivent que 360 000. Bien que l'Argentine soit un État fédéral, les universités dépendent de l'État national qui leur verse leurs budgets et fait évoluer les normes qui régulent leur fonctionnement. Le Conseil interuniversitaire national (CIN), fondé dans les années 1980, est chargé de faire le lien entre les universités publiques et le ministère argentin de l'Éducation. Symétriquement, le CRUP (conseil des recteurs des universités privées) regroupe ces entités.

L'ensemble est dominé par la très grande Université de Buenos Aires (UBA) qui affiche 350 000 étudiants en 2011, ce qui en fait une

des plus grandes universités du continent. Cela s'explique par le fait qu'elle offre un large panel de formations, jouit du plus grand prestige et se situe au cœur d'une métropole de près de 12 millions d'habitants. Un grand nombre de ces étudiants est inscrit au cycle préparatoire commun (CBC). L'Université de Buenos Aires est la seule université argentine qui figure dans les classements internationaux avec, en Amérique latine, l'UNAM (Mexique) et l'USP (Brésil).

À l'autre extrême se situent les dernières universités ouvertes dans la banlieue de Buenos Aires (Arturo Jauretche, Moreno et Avellanada) qui accueillent chacune moins de 5 000 étudiants inscrits uniquement en premier cycle, avec des effectifs qui augmentent rapidement et proviennent des populations qui n'avaient jamais fréquenté l'Université.

Entre les deux, on peut dégager quatre groupes d'universités qui répondent à des modèles différents d'organisation et d'articulation avec les territoires où elles s'inscrivent. Il existe également des universités, souvent anciennes, dans les grandes villes de provinces, qui ressemblent à une moindre échelle à l'Université de Buenos Aires. Elles proposent un choix étendu de disciplines, disposent de centres de recherche de haut niveau, de programmes de Doctorat et fonctionnent comme des pôles d'attraction pour les étudiants. En moyenne, leurs effectifs sont compris entre 60 000 et 110 000 étudiants, c'est le cas notamment, des universités nationales de Rosario, Córdoba, du littoral à Santa Fe, de La Plata et de Tucuman.

Un second groupe rassemble les universités des villes moyennes qui n'offrent pas toutes les disciplines, du moins au niveau du Master. Elles ont moins de programmes de Doctorat mais peuvent disposer de centres de grande qualité dans certains domaines. C'est le cas par exemple des universités nationales de Salta, du Comahue (Neuquén), Cuyo (Mendoza) et Bahía Blanca.

Un troisième groupe est composé d'universités régionales de taille moyenne qui doivent couvrir de vastes territoires peu peuplés. Elles offrent principalement une formation de premier cycle mais ouvrent de plus en plus de programmes de Master. C'est, par exemple, le cas des universités du centre de la province de Buenos Aires, du nord-ouest de la province de Buenos Aires, de la Patagonie australe, qui fonctionnent toutes dans plusieurs villes parfois éloignées les

unes des autres de plusieurs centaines de kilomètres.

Il faut mettre à part les universités du grand Buenos Aires, créées en plusieurs vagues à partir de la fin des années 1980, pour se rapprocher des populations qui n'accédaient que difficilement à l'Université de Buenos Aires. Elles ont su non seulement répondre à une forte demande des étudiants, et affichent des effectifs généralement compris entre 10 000 et 30 000 étudiants, mais également innover dans la pédagogie, l'organisation des études autour de thématiques plutôt que de disciplines et dans la création de centres de recherche de haut niveau.

La place des universités privées est réduite soit à quelques domaines de spécialité, soit à des conditions régionales spécifiques. Elles doivent faire valider leurs programmes par une commission nationale d'accréditation (CONAEU). Quelques universités privées de Buenos Aires sont spécialisées dans les formations économiques et commerciales ainsi que dans les relations internationales (universités San Andrés, Torcuato di Tella) la médecine de haut niveau (École de médecine Hopital italien, institut Favaloro). Le réseau des universités catholiques, quant à lui, est réduit mais comprend, avec l'université catholique de Salta la plus grande université privée (20 000 étudiants environ). Quelques unes, très spécialisées, ont des effectifs de quelques centaines d'étudiants (*Universida del Cine, Universidad San Andrés* par exemple).

Les défis à relever dans l'enseignement supérieur argentin

Si l'accès à l'enseignement supérieur s'est démocratisé en Argentine, il subsiste néanmoins des défis.

► Les difficultés des étudiants à terminer leurs formations

La longueur des études de premier cycle et la proportion des étudiants qui ne parviennent pas à obtenir de diplôme est la première préoccupation. Tous les ans, le nombre d'inscrits est nettement supérieur au nombre

de diplômés. Par exemple, en 2011 il y avait environ 300 000 nouveaux inscrits dans le système public et seulement 73 000 diplômés, tous niveaux confondus. Ces chiffres montrent la lente accumulation d'effectifs étudiants qui ne parviennent pas à terminer leurs études et s'installent durablement dans un statut d'étudiant, ou abandonnent sans avoir obtenu de diplôme. Au-delà des questions immédiates d'efficacité, cette situation doit être évaluée en fonction des attentes sociales vis à vis d'une université démocratique.

► Les qualifications et l'implication des enseignants

Les inscriptions des étudiants en Doctorat sont encore faibles en Argentine. Ils étaient environ 20 000 en 2011, dont plus de la moitié dans la région métropolitaine, pour près de 1 600 soutenances par an. Le système universitaire a donc la forme d'une pyramide à la base très large et au sommet très étroit.

Le corps enseignant des universités argentines se compose d'un nombre réduit d'enseignants à temps complet n'ayant en principe aucune autre activité que l'université. Parmi eux, seuls 5 000 sont titulaires d'un Doctorat sur 20 000 enseignants (soit 25 %).

Le second groupe est constitué d'un grand nombre d'enseignants travaillant à temps partiel. Cette situation s'explique par trois facteurs. Les formations spécialisées font appel à des professionnels qui ne consacrent par tout leur temps à l'université. D'autre part, il existe de nombreux chargés de cours - souvent des étudiants avancés - qui interviennent dans le premier cycle. Enfin, la carrière universitaire à temps complet n'est pas financièrement attractive. Pendant longtemps, la faiblesse des salaires universitaires obligeait les enseignants à exercer un second métier correspondant ou non à leur spécialité. L'augmentation des salaires nominaux depuis dix ans n'a qu'en partie corrigé cette situation car l'inflation a également progressé.

Il y a sans doute un point d'équilibre à trouver entre permanents et non permanents et entre les niveaux de qualification des enseignants.

► Le renforcement des activités de recherche

L'accroissement des activités de recherche s'inscrit dans la logique de la politique nationale de science et de technologie. L'Argentine dispose déjà d'une recherche de haut niveau grâce à l'action du CONICET et à la présence d'un petit nombre d'enseignants chercheurs très bien formés et disposant d'une expérience internationale. Elle a mis en en 2007, pour la première fois, un Ministère de la science et de la technologie (MINCYT) qui doit promouvoir l'innovation et son articulation avec les activités économiques publiques et privées. La stratégie nationale d'innovation entend renforcer considérablement ces dynamiques de recherche et développer les liens avec les activités économiques. Or, si les universités accueillent de nombreux chercheurs du CONICET, qui assurent généralement des enseignements et des centres de recherche, des relations

sont sans doute à développer avec les organismes de recherche tels que l'INTA (Agronomie) ou l'INTI (technologie industrielle).

Les systèmes universitaires français et argentins présentent de nombreux points communs, en particulier l'hégémonie de l'État et du secteur public qui structure l'ensemble du dispositif de l'enseignement supérieur, les principes d'autonomie et de démocratie universitaires, l'accès sans restriction en première année à tous les diplômés de l'enseignement secondaire, la forte articulation entre l'enseignement et la recherche soutenues respectivement par le CONICET et le CNRS. Les universités françaises et argentines se posent donc des questions semblables et jouent dans la société des rôles comparables. Ce parallélisme est certainement un facteur favorable pour le développement d'échanges académiques, à différents niveaux, entre nos deux pays.

Biographie

Sébastien Velut

Sébastien Velut est professeur de géographie à l'Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle (Université Sorbonne Paris Cité), directeur de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine et du Centre de Recherche et de documentation sur l'Amérique latine. Spécialiste des questions de développement en Amérique latine, il s'intéresse plus particulièrement aux pays du Cône sud auxquels il a consacré plusieurs ouvrages et de nombreux articles.



Bibliographie

Juan Carlos Del Bello, Osvaldo Barsky, Graciela Giménez, *La universidad privada argentina*, Libros del Zorzal, Buenos Aires, 478 p.

Pablo Buchbinder, *Historia de las universidades argentinas*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 2005.

Claudio Rama, *La tendencia a la masificación de la cobertura de la educación superior en América Latina*, Revista iberoamericana de educación, N° 50, 2009, pp. 173-175.

Ernesto Villanueva, *Los desafíos del sistema universitario argentino*, in Gustavo Lugones et Jorge Flores (ed.), *Interpretes e interpretaciones de la Argentina en el bicentenario*, Universidad de Quilmes, 2010, pp. 109-120.

Pablo Kreimer, *Institucionalización de la ciencia argentina, Dimensiones internacionales y relaciones centro periferia*, in Lugones et Flores, 2010, pp. 121-138.

Directeur de la publication

Antoine Grassin, Directeur général de Campus France

Comité de rédaction

Béatrice Khaiat, Directrice générale adjointe

Olivier Chiche-Portiche, Directeur de la Coordination géographique

Andrea Marin, Responsable adjointe du service Amériques, Direction de la coordination géographique

Laura Foka, Chargée des Études et des Statistiques, Service de la Communication, de la Presse et des Études

Édition

Anne Benoit, Directrice de la Communication, de la Presse et des Études, anne.benoit@campusfrance.org

Réalisation : Studio Boss - Paris

Impression, diffusion : Desbouis Grésil Imprimeur - Paris

Agence Campus France

28 rue de la Grange aux Belles

75010 Paris

www.campusfrance.org

Les Repères de Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Septembre 2014

ISSN 2117-8569

